

Semences de



Solidarités

De la terre et non des airs

Ruée mondiale vers les terres arables

► France Groulx*

La crise alimentaire mondiale a déclenché une véritable ruée vers les terres cultivables. Les pays d'Asie et du golfe Persique, qui disposent de capitaux, mais manquent de terres arables, sont acheteurs. Des gouvernements, des corporations, des investisseurs privés et même des fonds spéculatifs sont preneurs.

Une cohorte de pays en développement, qui manquent cruellement de moyens, sont vendeurs. Notons le Soudan, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Kenya, le Sénégal, le Cambodge et l'Indonésie. Les grandes transactions foncières pourraient se solder par des déplacements de population, des expropriations et le retour à une agriculture de plantation, situation qui risque de créer de l'instabilité politique.

Des transactions d'envergure

Le phénomène inquiète l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fond international de développement agricole (FIDA). En collaboration avec des experts de l'Institut international de l'environnement et du développement (IIED), un rapport intitulé « Accaparement des terres ou opportunité de développement ? » a été publié.

Ce rapport confirme l'accroissement des transactions foncières internationales de grande envergure et identifie



Les cultures d'exportation, comme la canne à sucre, remplacent les cultures traditionnelles.

Photo : © FAO / Giuseppe Bizzarri

comme problématique, l'absence de consultation des populations concernées. Les auteurs y voient toutefois une occasion potentielle, pour les pays en développement, de rendre leur agriculture plus productive.

Une cohorte de pays en développement, qui manquent cruellement de moyens, sont vendeurs.

« Tout dépend des termes de la négociation et de l'implication des acteurs, qui ne doivent pas inclure seulement les investisseurs et les États », estime M. Lorenzo

Cotula (IIED), l'un des auteurs du rapport. Chose certaine, ce phénomène est appelé à prendre de l'ampleur, entraînant des transformations économiques et sociales dans les pays concernés.

* France Groulx, journaliste

Les Américains achètent

Les 450 hectares de terres de Canneberges Bécancour, dans la MRC d'Arthabaska, ont été vendus en juin dernier à Hancock Agricultural Investment Group (HAIG) pour 20M\$. Cette importante firme d'investissement est en fait la filiale américaine de la compagnie



torontoise Manulife Financial Corp. L'un des fondateurs de l'entreprise, Luc Decubber, continuera à gérer les activités. Dans une entrevue accordée au Globe and Mail, le président de HAIG, Jeff Conrad, a déclaré « Nos clients sont des firmes institutionnelles, comme des caisses de retraite, qui souhaitent investir à long terme et qui ont une place dans leur portefeuille pour des terres agricoles ».

Aubaines canadiennes

Selon un récent rapport effectué par la firme de consultants britannique Knight Frank LLP, les terres agricoles canadiennes sont parmi les moins chères des pays industrialisés. Un hectare de terre arable se vend ainsi en moyenne 1725 \$US au Canada. Comparativement, un hectare en Irlande vaut 58 500 \$US, en France 12 500 \$US, dans l'Ohio 11 000 \$US et en Australie 3450 \$US. Dans les anciens pays du bloc de l'Est, comme la Bulgarie, ce prix est de 3120 \$US l'hectare. Les terres sont meilleur marché dans des pays pauvres. Mais les questions de sécurité et la défaillance des infrastructures rebutent les investisseurs.

Les terres agricoles canadiennes sont parmi les moins chères des pays industrialisés.

Terres à louer

HAIG n'est pas seule à convoiter des terres canadiennes. Des firmes canadiennes d'investissement comme Agcapita Partners LP et Assiniboia Capital Corp. achètent notamment des terres dans les Prairies, terres qu'elles louent ensuite à des agriculteurs. Selon ces deux entreprises, les investissements dans les terres agricoles permettent d'obtenir un rendement qui dépasse l'inflation par deux points de pourcentage.



Photo : La Terre de Chez Nous

Madagascar pour 99 ans

En novembre 2008, la compagnie coréenne Daewoo Logistics annonçait un important accord avec Madagascar, soit la location de 1,3 M d'hectares de terre pour une durée de 99 ans. Une superficie équivalente à la moitié de la superficie cultivable du pays.

En échange, la République de Madagascar devait bénéficier de la création d'emplois et de la construction d'infrastructures routières, d'irrigation et de stockage. Cet État se situe dans l'océan Indien, au sud-est du continent africain. Plus de 70% de la population vit en-dessous du seuil de la pauvreté.

L'importante transaction foncière allait être annulée quatre mois plus tard. Le scandale a déclenché de violentes émeutes et alimenté la crise politique pour finalement aboutir à un coup d'État.

Mali: investisseurs recherchés

Au Mali, le gouvernement cherche à attirer des investisseurs, maliens ou étrangers, afin de financer l'aménagement de 120 000 nouveaux hectares irrigués dans la zone de l'Office du Niger. Cette zone irriguée du delta du fleuve Niger est une propriété publique.

M. Faliry Boly, Secrétaire général du Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger, se dit préoccupé. Cette agriculture d'entreprise, dit-il, concurrencera sans peine l'agriculture familiale. « Il s'agit de déterminer les moyens de coexistence entre deux modèles de développement agricole dans un pays qui, rappelons-le, n'a pas atteint sa sécurité alimentaire ».

Biocarburant au Sénégal

Au Sénégal, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) signale plusieurs cas alarmants de ventes de terre. Par exemple, 80 000 ha de terre ont été affectés à une société espagnole, dans la région de Kédougou, pour la production de biocarburant.

Un autre 40 000 ha dans la région de Saint-Louis ont été accordés à un milliardaire nigérian pour des plantations de canne à sucre. Dans cette région également, l'actuel ministre de l'Énergie, en association avec une société du Moyen-Orient a obtenu 5 000 ha pour la production de biocarburant. Depuis un an, le CNCR a mis en place un dispositif de suivi de la gestion foncière. Mais force est de constater que les organisations paysannes, dans cette lutte à la terre, ne disposent pas des mêmes moyens que les riches investisseurs étrangers. **F.G.**

Semences de solidarités

« On ne riz pas avec la faim »

► André D. Beaudoin*

« Les Jeux sont faits » et les prochains sont déjà en préparation depuis longtemps. De fait, on les annonce presque dix ans à l'avance, de façon à laisser aux organisateurs le temps de préparer le tout à la perfection. Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont aussi été annoncés quinze ans à l'avance. Même si à l'époque, cette cible en a fait sourire plus d'un, la communauté internationale a néanmoins préféré y croire et tabler sur l'effervescence engendrée par l'objectif.

On connaît la suite. La pauvreté et la faim dans le monde sont depuis en nette progression. On s'inquiète : les Objectifs du Millénaire ne seront peut-être pas atteints. Nombreux sont ceux qui expliquent cette contre-performance par la crise économique qui sévit mondialement. Or, devrions-nous avoir la même inquiétude face aux prochains Jeux d'hiver de Vancouver ? Est-il pensable que ceux-ci soient remis à plus tard, voire annulés, à cause d'un mauvais contexte économique ? Bien sûr que non ! La preuve en est que rapidement, les gouvernements ont trouvé les fonds nécessaires à l'avancement des préparatifs des Jeux olympiques, une aventure incontournable.



Photo : UPA DI

Pourquoi donc ces « deux poids, deux perches » ? Parce que les rendez-vous olympiques ont d'emblée plusieurs avantages par rapport au Rendez-vous du Millénaire. Les Jeux ont effectivement lieu à une date précise et immuable, inscrite au calendrier. De plus, ils surviennent en un lieu déterminé, et sont dirigés par des organisateurs qui ont constamment l'obligation d'offrir les meilleurs résultats possibles, le tout étant commenté par des analystes et journalistes qui expliquent les réussites, les bonnes performances, les lacunes, les contre-performances, etc. Et puis, les Jeux sont visibles à la grandeur du monde, sont spectaculaires et festifs. À la clôture, de nouveaux records auront été atteints, il y aura des champions et subsistera pour longtemps, la gloire d'avoir réussi l'exploit, une fois encore. Mais en 2015, qui sait où et quand se tiendra le Rendez-vous du Millénaire ? Qui seront les participants et quelles médailles y seront décernées ? Par ces questions qui demeurent sans réponse, on constate que les Objectifs du Millénaire, pourtant loin d'être sans importance, jouissent de beaucoup moins d'attention et de support que les Jeux olympiques. Or, comment ramener à l'avant-plan le droit à l'alimentation, l'égalité des chances, le respect de l'environnement ? Comment s'y prendre pour que les Objectifs du Millénaire soient atteints ? Comment faire pour que ces derniers deviennent enfin des cibles tangibles pour tous ?

Comme on dit dans le monde du sport : « la partie n'est pas terminée tant que la partie n'est pas terminée ». Il importe donc de continuer à croire qu'il est possible d'inverser la tendance. Comme pour les Jeux, il faut exiger, dès maintenant,

Mais en 2015, qui sait où et quand se tiendra le Rendez-vous du Millénaire ?



une obligation de résultat. Et le seul acceptable en 2015, c'est celui qui annonce une réduction de 50% du nombre de personnes souffrant de la faim.

En 2015, il ne doit pas y avoir plus de 425 millions d'êtres humains qui ne mangent pas tous les jours. Et même si cet objectif était atteint, faudrait-il vraiment se réjouir du fait qu'en 2015, il n'y ait *plus que* 425 millions d'êtres humains affamés ? Vraiment, on ne « riz » pas avec la faim !

*André D. Beaudoin, Secrétaire général à UPA DI

Du riz tombé du ciel

Le 09-09-09, à 12h09, UPA DI a souligné de façon particulière la neuvième année écoulée depuis l'adoption par les Nations Unies des objectifs de développement du Millénaire.

Du toit de la Maison de l'UPA à Longueuil, 350 petits sacs de riz ont été lancés. Par ce geste symbolique, UPA DI a voulu affirmer que la véritable



sécurité alimentaire devait venir de la terre et non des airs. Ni l'aide alimentaire, ni la libéralisation du commerce ne peuvent résoudre de façon durable la crise alimentaire mondiale.

Quelque 150 personnes assistaient à l'événement. M. André D. Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI, M. Laurent Pellerin, président d'UPA DI, ainsi que M. Gérald Larose, président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) étaient présents. Ces derniers ont souligné l'importance du partage de la richesse ainsi que la nécessité de créer des alliances entre les organisations agricoles et la société civile, afin de promouvoir la souveraineté alimentaire et ainsi combattre la faim dans le monde.

Rappelons que les Objectifs du Millénaire, adoptés en 2000 par l'Organisation des Nations Unies, ont pour cible première de diminuer de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 \$ par jour, avant janvier 2015. À six ans de la date d'échéance,



nous sommes loin de la victoire : « Il n'est peut-être pas trop tard pour l'échéance de 2015, soutient M. Beaudoin, mais si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire, nous devons remédier dès maintenant aux causes structurelles de la crise ».

Pour consulter le vidéo de l'événement : www.youtube.com/user/UPAdevInternational

Merci aux donateurs !

Le 9 septembre dernier, près d'une centaine d'agriculteurs et de partenaires du milieu ont participé au souper-bénéfice d'UPA DI.

On y a présenté une vidéo sur le programme : *Les Savoir des Gens de la Terre* (LSGT) dans laquelle M. Jean-Pierre Bolduc, ambassadeur du Canada au Sénégal, soulignait l'effort et le mérite de la coopération entre les gens de la terre. Au cours de la soirée, M. Benoit Behi, producteur de café et président du Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole en Côte d'Ivoire, (FIRCA) émettait le souhait de travailler en collaboration avec les producteurs québécois.

Par la suite, M. Martin Caron, président de l'UPA de la Mauricie, région hôte en 2008 de stagiaires en provenance de l'Afrique de l'Ouest, est venu témoigner avec émotion de cette expérience. Son entreprise ayant été « ferme d'accueil » au cours de ce stage et ayant lui-même séjourné au Sénégal, il a parlé de ses rencontres enrichissantes et des nombreux enseignements qu'il en a retirés. Lors de cette soirée de solidarité internationale, près de 8 500 \$ ont pu être ramassés.

Pour consulter le vidéo présenté lors de l'événement : www.youtube.com/user/UPAdevInternational

Un énorme merci aux donateurs !



Pour des lendemains sans faim

► Tamari Langlais* et France Groulx**

Il y a presque dix ans, les dirigeants les plus influents de la planète se sont fixé l'objectif commun de libérer une grande partie des populations de la Terre de la pauvreté, de la faim, de l'analphabétisme et de la maladie. Un plan ambitieux doublé d'un échéancier précis, afin que les pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'engagent sur la voie du développement.

Jusqu'à ce que la crise économique survienne, la lutte contre la pauvreté progressait de façon tangible. Mais force est de constater que la crise économique mondiale fait dérailler les processus d'amélioration des conditions de vie de millions de personnes.

Des progrès accomplis

L'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2000 adoptait la Déclaration du Millénaire où figuraient huit objectifs de développement. Le premier objectif visait, pour 2015, à faire chuter de moitié la proportion de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté, seuil alors fixé à 1,25 \$ par jour. À l'aube de 2010, où en sommes-nous ?

La crise nous fait perdre du terrain dans la lutte à la pauvreté.

Dans les années qui ont suivi la Déclaration du Millénaire, des progrès ont été accomplis. Par exemple, entre 1999 et 2005, la proportion de la population dont le revenu était inférieur à 1,25 \$ par jour est passée de 58 % à 51 % en Afrique subsaharienne. Selon un récent rapport de l'ONU, dans l'ensemble des régions en développement, cette proportion a diminué de 31 % à 25 %.

La Déclaration du Millénaire fixait 2015 comme date butoir pour la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire. À moins de six ans de cette date limite, la planète est plongée dans une crise économique qui a pour effet de nous faire perdre du terrain dans la lutte à la pauvreté.

Selon l'*État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, publié par l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture en 2008, les prix élevés des denrées sont responsables de la crise alimentaire. L'augmentation des prix à la consommation a fait basculer dans l'insécurité alimentaire des millions de ménages vulnérables.

Pourquoi une hausse des prix ?

L'augmentation récente du prix des denrées, après quatre décennies de baisse constante, s'explique par un ensemble de facteurs : baisse des stocks, instabilité des marchés, conditions climatiques défavorables, hausse du prix du pétrole, accroissement de la demande en biocarburant, augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers. Par ailleurs, la crise boursière a entraîné une vague de spéculations sans précédent sur les marchés des denrées.

Ceux à qui la crise profite

Depuis 1961, la production mondiale de céréales a triplé alors que la population mondiale a seulement doublé. Pourtant, près d'un milliard de personnes souffrent actuellement de la faim. À elle seule, l'augmentation de la production ne peut ni garantir la baisse des prix aux consommateurs, ni l'accessibilité aux aliments.

Les efforts pour relancer la production et l'accroissement des récoltes de 2008 ont entraîné une chute des prix sur les marchés internationaux au deuxième trimestre de 2008. Et pourtant, cette baisse ne s'est pas traduite par des prix plus abordables pour la plupart des habitants de la planète.

M. Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, déplore que « personne ne s'est intéressé à l'économie politique de la faim. À savoir que les chaînes de production et de distribution alimentaire sont détenues par des oligopoles [...] très peu contrôlés, qui ont profité de la crise. Ils n'ont pas répercuté la baisse internationale sur les marchés locaux ».

Le temps presse

Plutôt que de battre en retraite, c'est le moment d'accélérer les progrès sur la voie des Objectifs du Millénaire, soutient M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies. Si la communauté internationale adopte une attitude constructive face à la crise, il est encore possible d'atteindre ces objectifs.

Mais il demeure essentiel que les pays respectent leurs engagements et augmentent l'aide. En outre, il faut que les intérêts des pays plus vulnérables restent au cœur des négociations sur les échanges commerciaux.

Il n'est peut-être pas trop tard pour l'échéance de 2015, mais si la communauté internationale veut atteindre collectivement les Objectifs du Millénaire, elle doit s'attaquer dès maintenant aux causes structurelles de la crise.

Afin de donner aux États les moyens de nourrir leurs populations, il faut que ceux-ci s'entendent mutuellement sur le droit d'un État de déterminer ses politiques agricoles et alimentaires. Pour encadrer le commerce international, il faut aussi que chacun reconnaisse

la nécessité d'établir des conditions équitables et le droit des peuples à la souveraineté alimentaire. Voilà le corps d'une politique de développement durable.

* Tamari Langlais, agente de formation et d'information à UPA DI

** France Groulx, journaliste



Avant la crise

- En 1990, 50 % de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté. En 2006, cette proportion avait chuté à 25 %.
- Dans l'ensemble du monde en développement, le taux de scolarisation primaire atteignait 83 % en 2000, contre 88 % en 2007.
- La mortalité infantile est passée de 12,6 M de décès en 1990 à 9 M en 2007, en dépit de la croissance de la population. Des initiatives telles que la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide et la vaccination de la deuxième chance sont susceptibles de réduire grandement le paludisme et la rougeole.

Référence : Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2009, Nation Unies

Paysans et affamés

Selon des données colligées par la Banque mondiale en 2008, les trois quarts des habitants pauvres des pays en développement demeurent en région rurale et dépendent des fruits de leur agriculture pour leur survie. La diminution généralisée de l'aide au développement agricole ainsi que la libéralisation rapide du commerce international des denrées agricoles depuis 15 ans, a eu pour effet d'aggraver la faim chez les paysans.

« Pour se sortir de la pauvreté, la solution pour un paysan n'est pas nécessairement de produire davantage, mais plutôt de voir ses revenus augmenter », soutient M. André D. Beaudoin, Secrétaire général d'UPA DI. La libéralisation du commerce agricole et le sous-investissement en agriculture ont forcé les agriculteurs des pays en développement à concurrencer le reste du monde, dans un combat à armes inégales. Leurs revenus ont été entraînés dans une spirale descendante, réduisant d'autant plus leur sécurité alimentaire.



Photo : UPA DI

La hausse du prix des aliments a fait basculer dans l'insécurité financière des millions de ménages vulnérables.

UPA DI prête pour Haïti

► France Groulx*

Le médecin-chirurgien québécois, M. André Gamache est convaincu que plusieurs des problèmes de santé pourraient être évités si la population haïtienne avait accès à une alimentation suffisante et de qualité. C'est dans cet esprit, que le fondateur de Collaboration-Saint-Jean-sur-Richelieu-Haïti a sollicité UPA DI pour faire équipe avec un partenaire local engagé dans un nouveau projet de développement de l'agriculture.

Au début du mois de juin, M. André D. Beaudoin, Secrétaire général d'UPA DI, s'est rendu en Haïti afin de poser les premiers jalons d'une collaboration qui devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2012. Le partenaire haïtien dans cette nouvelle aventure est la Fondation pour le développement économique et social (FODES-5), une organisation non gouvernementale active dans la région de Labrousse, à l'ouest du pays, au sud de Miragoâne.

Conditions difficiles

L'indicateur de développement humain place Haïti au 146^e rang des 177 pays étudiés. L'instabilité politique, conjuguée à plusieurs autres difficultés que connaît le

pays, a mené à l'appauvrissement de la population, à la dégradation générale des infrastructures ainsi que des conditions de vie. Actuellement, 8,3M d'Haïtiens disposent de moins de 1,50\$ par jour pour vivre. Le nombre d'exploitations agricoles est évalué à près de 800000. La taille des exploitations varie de 0,5 à 1,8 hectare. Alors qu'il y a 25 ans, Haïti était un pays exportateur de denrées agricoles, aujourd'hui, pour alimenter sa population, 80% de sa nourriture provient de l'extérieur.

C'est sur cette trame de fond que le projet se déroulera sur un territoire d'une superficie d'environ 300 km² en zone de montagnes et de plateaux. La population totale de cette zone est estimée à 40000 habitants. Les sols de la zone d'intervention sont fortement dégradés notamment par l'érosion et le déboisement excessif, comme c'est le cas dans l'ensemble du pays. La productivité agricole est faible, les infrastructures et les services de base sont quasi inexistantes et le taux de scolarisation est l'un des plus bas de l'hémisphère. La population est jeune, avec une forte tendance à l'exode vers les grandes villes.

L'indicateur de développement humain place Haïti au 146^e rang des 177 pays étudiés.

Engagement et formation

Le programme développé mise d'abord sur l'engagement des paysannes et des paysans et les activités de formation se font par l'entremise de projets concrets. Une équipe de formateurs locaux est mise sur pied pour travailler en étroite collaboration avec UPA DI. La formation et le soutien de proximité, tout au long du programme, sont des éléments qui favorisent la durabilité des activités de production entreprises. Dans le cadre du projet, trois fonds seront mis à la disposition des participantes et participants. Le premier est destiné directement aux paysans et vise l'amélioration des exploitations agricoles sur les plans économiques et agronomiques. Il s'agit de fonds rotatifs qui doivent être remboursés à terme par les bénéficiaires pour profiter à d'autres paysans de la communauté. Les nouveaux participants pourront ainsi profiter de l'expertise développée par les premiers bénéficiaires.



Photo : © FAO / Giulio Napolitano

Un deuxième fonds est destiné aux groupements paysans et doit servir à la création de services à caractère économique pour ses membres et ce, en vue de favoriser le développement agricole et de consolider les organisations paysannes. Le troisième fonds, à caractère agroenvironnemental, sera mis à la disposition des communautés peuplant la zone d'intervention. Il permettra de développer un projet de gestion des ressources naturelles, pris en charge collectivement, de façon à assurer un développement durable de l'agriculture et des entreprises.

UPA DI prévoit effectuer sur le terrain au moins trois missions de suivi et d'accompagnement par année. Des productrices ou producteurs agricoles du Québec pourront y participer dans la mesure où les conditions le permettront, afin de favoriser les échanges de paysans à paysans.

10 000 personnes touchées

Le projet impliquera directement trois groupes d'hommes et de femmes (60 personnes), et un autre groupe de 40 paysannes. L'augmentation des revenus attendue aura pour effet direct d'améliorer les conditions de vie des familles. Les projets de services collectifs qui seront mis en place toucheront encore plus de gens. L'amélioration des revenus engendrera une croissance économique locale.

FODES-5, le principal partenaire de Collaboration Saint-Jean et d'UPA DI dans ce projet, compte plus de 7300 membres, lesquels seront tous touchés plus ou moins directement par le projet. C'est donc un total de près de 10 000 personnes qui bénéficieront directement ou indirectement de LSGT-Haïti.

*France Groulx, journaliste

L'engagement des paysans

Le type d'intervention privilégié dans le projet en Haïti est celui appelé *Les Savoir des Gens de la Terre* (LSGT). Une approche qui table sur la formation des paysans, le développement des petites exploitations et la consolidation des organisations.

Les sessions de formation de courtes durées soutiennent des projets d'amélioration sur les exploitations. Les groupements villageois et les organisations s'engagent à consolider ou à développer des projets de services offerts aux membres.

L'approche LSGT expérimentée au Sénégal à partir de 2004 a connu des succès soulignés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Au Sénégal, les revenus annuels des ménages participants ont doublé après trois ans. Le projet collectif de multiplication de semences certifiées a permis d'augmenter significativement l'offre de semences de riz.

Pour Haïti, l'état de dégradation avancé de l'environnement et l'absence d'organisation paysanne structurée dans la région de Labrousse force à modifier l'approche LSGT. Par exemple, une forte composante agroenvironnementale impliquant les communautés est ajoutée pour résoudre les graves problèmes de gestion des sols et de l'eau. F.G.



Photo : UPA DI

En Haïti, les femmes sont très impliquées en agriculture et dans la mise en marché. UPA DI souhaite qu'elles soient parties prenantes du projet.

CE NUMÉRO DE SEMENCES DE SOLIDARITÉS

Coordination et réalisation : France Groulx, journaliste

Rédaction : André D. Beaudoin, France Groulx et Tamari Langlais

Révision des textes : Danielle Audy, secrétaire de direction, Marc-Olivier Gagné, consultant, France Morin et Myriam Payant, techniciennes administratives

Mise en page et graphisme : Stéphanie Smith, VERSICOLORE design graphique

Photographies : Michel Gendreau, UPA DI, FAO/Giuseppe Bizzarri et Giulio Napolitano

Sources : Publications défis sud n° 89 - Bimestriel - juin, juillet 2009
www.radio-canada.ca/nouvelles/economieaffaires, août 2009
www.laterre.ca

Semences de solidarités est réalisé grâce à la contribution financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international